2024-11-26-N05

Nombre de Conseillers : 27

En exercice : 27

Présents : 15

Votants : 17

Nomenclature : 7.5.1.

CONSEIL MUNICIPAL DE MILLAS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le mardi 26 novembre 2024, à 19 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de **MILLAS** dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la halle des sports, sous la présidence de Jacques GARSAU, Maire.

Date de la convocation : 19 novembre 2024

Présents : BOHER Monique, CABRÉRA Christine, COGNARD Sébastien, DEDOURGE Anne-Marie, DOUFFIAGUES Jocelyne, ESCALAIS-VERGNETTES Nathalie, FORASTÉ Guy, FORCADE Claude, L'HOUE Yann, LUKASZEWSKI René, NOGUÉS Dominique, PETIT Vivien, QUINTUS Cécile, THAMI Halima,

Absents excusés :

BIENAIMÉ Régis, CAMI Patricia, CASSAGNE Marjorie, LAFFON Roxane, LAFFON-LE GALL Emilie, NOGUERA Joseph, PINELL Daniel, TIGNON Magalie, THOMAS Patrick, Sylvie VIDAL,

Absents ayant donnés procuration :

BOUTELLIER Jean-Pierre à GARSAU Jacques,
SENYARICH Olivier à PETIT Vivien,

PETIT Vivien a été nommé secrétaire de séance.

REGIE DES EAUX. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE RENOUVELLEMENT DU DEGRILLEUR DE LA STATION D'EPURATION DE MILLAS

Le Maire,

Informe que le dégrilleur de la station d'épuration de Millas, installé en 2011 lors de l'extension, est vétuste et présente une maintenance anormalement coûteuse, avec des blocages réguliers en raison d'une importante quantité de lingettes,

Précise que, dans le cadre du schéma directeur d'assainissement, le renouvellement du dégrilleur a été classé en Priorité 1,

Présente l'offre estimative de l'entreprise VEOLIA où le dégrilleur actuel est remplacé par un tamis élévateur,

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-20241212-2024-11-26-N05-DE
Date de télétransmission : 12/12/2024
Date de réception préfecture : 12/12/2024

Propose de solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental et de l'Agence de l'Eau pour les travaux de renouvellement du dégrilleur de la station d'épuration, dont le montant s'élève à 47 880 € H.T.,

Propose de s'engager à rembourser au Conseil Départemental et à l'Agence de l'Eau un éventuel trop perçu ou la subvention perçue en cas de non-respect des obligations fixées par le Conseil Départemental et l'Agence de l'Eau,

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux en date du 2 octobre 2024,

Le Conseil Municipal,

OUÏ le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

SOLLICITE une aide financière du Conseil Départemental et de l'agence de l'Eau pour le renouvellement du dégrilleur de la station d'épuration de Millas pour un montant ferme de 47 880 € H.T.,

APPROUVE le plan de financement suivant :

Conseil Départemental (30%)	14 364 €
Agence de l'Eau (50 %)	23 940 €
Autofinancement (20%)	9 576 €
Montant total H.T. de l'opération.....	47 880 €

PREND ACTE que l'opération éventuellement subventionnée devra être engagée dans les deux ans qui suivent la date d'octroi des aides et que la durée totale de validité des subventions est fixée à quatre ans,

HABILITE le Maire à signer tous documents et à faire toutes diligences utiles à l'exécution de la présente délibération,

Fait et délibéré à MILLAS, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Le Secrétaire de séance,
PETIT Vivien

Le Maire,
GARSAU Jacques

Certifié exécutoire
12 DEC. 2024

Transmis par dématérialisation à la Sous-Préfecture de Prades le

Le Maire

* Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte,

* Informe que le présent acte peut faire l'objet :

☞ d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34000 Montpellier, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en Mairie.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

☞ d'un recours gracieux auprès du Maire de la Commune de MILLAS, dans ce même délai de deux mois, à compter de l'affichage en Mairie.

Ce recours est de nature à proroger le délai de recours. Le Maire disposera d'un délai de deux mois pour répondre, faute de quoi, son refus sera regardé comme un refus tacite, qui ouvrira un nouveau délai de deux mois pour le dépôt d'un recours contentieux devant la juridiction administrative précitée.

Affiché le 16.12.2024

Notifié le

Accusé de réception en préfecture
066-216601088-202412-2024-11-26-N05-DE
Date de télétransmission : 12/12/2024
Date de réception préfecture : 12/12/2024